

Un autre chemin pour réussir l'union

"A quoi bon vous présenter à une élection arrangée d'avance ?"

"Ne mettez pas en péril votre avenir !"

"Même si, au fond, votre candidature sert l'union, on va vous accuser de division"

Chers amis

Combien de fois ai-je entendu ces mises en garde, destinées à me dissuader de me présenter à vous !

Avec nos cœurs de militants de toujours et forts de nos expériences d'élus, Sylvie Rouillier-Perrin, Christophe Beaudouin, mes colistiers, et moi-même, avons estimé qu'il était pourtant de notre devoir de tirer le signal d'alarme quant à la manière dont l'UMP est en train de se constituer.

Nous nous portons candidats pour vous convaincre qu'une autre voie est nécessaire pour réussir l'union.

Pour servir de son mieux Jacques Chirac et soutenir loyalement le gouvernement dans son action, notre union doit se construire sur des bases solides.

Des règles de fonctionnement vraiment démocratiques, un nom qui ait un sens, une ligne politique claire : voilà le ciment de notre union et la condition d'un parti vivant, ouvert sur la société et où chacun se sente bien.

La France a besoin de changement. Et si l'on commençait chez nous !

Nous avons pris la liberté de nous porter candidats. Osez voter selon vos convictions profondes et votre cœur.

Ensemble nous pouvons réussir l'union pour la France.



Nicolas Dupont-Aignan
Nicolas DUPONT-AIGNAN
Député de l'Essonne
Maire d'Yerres

Choix l'union



D.R.

Nicolas DUPONT-AIGNAN « Un député de terrain »

Après avoir enlevé en 1995 à la gauche la ville d'Yerres, dans l'Essonne (27 000 habitants), il a gagné en 1997, de justesse, une circonscription détenue depuis toujours par la gauche. En 2001 et 2002, il a été confirmé, dès le premier tour, dans ses mandats de maire et de député.

En 1999, il a créé le club de réflexion « Debout la République », qui entend faire vivre les valeurs exigeantes du gaullisme.

41 ans, marié, deux enfants.
Député de l'Essonne, maire d'Yerres.



D.R.

Sylvie ROUILLIER- PERRIN « Chiraquienne de toujours »

J'ai adhéré au RPR en 1982, mais mon engagement gaulliste remonte à 1968.

J'étais à 16 ans sur les Champs-Élysées. À l'automne 94, dans l'Indre, j'étais aux côtés de Jacques Chirac. Je crois plus que tout au militantisme, car sans militants, il n'y a pas de victoire. Aujourd'hui, je crois possible de changer une nouvelle fois le cours des choses.

Conseillère municipale de La Châtre.
Présidente du Comité départemental RPR de l'Indre.
50 ans, trois enfants.



D.R.

Christophe BEAUDOUIN « La France, quelle grande idée ! »

Élu UMP d'une ville de Haute-Saône gagnée à la gauche en 2001, je suis un enfant du terroir, attaché à notre devise républicaine.

« Liberté, Égalité, Fraternité » : jamais les Français et le monde n'ont eu autant besoin de la France. Décidément, quelle grande idée !

Conseiller municipal de Saint-Loup-sur-Semouse.
29 ans - Avocat.
Ancien président de l'Union des Jeunes pour le Progrès (jeunes gaullistes).



L'Union pour la Démocratie Française, Démocratie Libérale ou le Rassemblement pour la République : le nom de nos partis évoquait des convictions fortes et portait un message politique.

Les avons-nous quittés pour nous rassembler sous une marque, « l'Union Populaire » ou « l'Union pour une Majorité Populaire », qui évoque davantage le Front populaire ou l'Union de la gauche que le projet que nous voulons donner à la France ?

Et si l'on parlait de la France ?

Nous avions proposé le nom d'« Union Pour la France ». Nous ne comprenons pas pourquoi il a été refusé de le soumettre au vote des adhérents.

Par notre candidature, nous vous offrons à nouveau le choix.

Union, oui, car c'est le sens de notre démarche collective. Mais l'Union pour l'Union, même populaire, n'a jamais constitué un véritable projet politique.

Notre Union, nous la voulons au service de la France.

La France pour Tous, la France en Grand, la France Ensemble ; celle qui a fait gagner Jacques Chirac en 1995, comme en 2002.

Un autre choix pour réussir l'union

Questions à Nicolas Dupont-Aignan

Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter à la direction du parti ?

La fondation, le 17 novembre prochain, d'un nouveau parti politique est l'occasion unique de répondre à la volonté de changement exprimée par les Français, lors des dernières élections.



Notre responsabilité est grande. **Notre union ne doit pas être bâclée. Elle a besoin de bases solides.**

Pouvions-nous aborder sereinement le Congrès fondateur sans débat sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons ?

Je suis candidat, avec deux militants et élus locaux, Sylvie Rouillier-Perrin et Christophe Beaudouin **pour offrir aux adhérents un autre choix. Le choix d'une vraie démocratie interne, le choix d'une ligne politique claire et d'une dénomination traduisant notre projet, l'Union Pour la France.**

Certains disent que vous êtes un peu un trublion...

Exprimer ses convictions dérange parfois. Mais je crois que c'est le meilleur moyen d'aider mon camp politique et le gouvernement.

Souvenez-vous : si les députés PS, il y a quatre ans, avaient fait leur travail et avaient prévenu que les problèmes des Français étaient la sécurité et le pouvoir d'achat et pas la dépénalisation du cannabis ni les 35 heures, la gauche n'aurait pas connu la débâcle du printemps dernier.

On gagne toujours à être franc avec ses amis.

Votre candidature, c'est tout de même le moyen de faire parler de vous...

Plutôt de prendre des coups ! Croyez-moi, il était plus confortable de rentrer dans le rang. **Il fallait bien, cependant, que quelqu'un exprime ce que beaucoup pensent : L'UMP ne correspond pas à ce que l'on attendait.**

Ne dramatisez-vous pas un peu ?

On nous avait promis un grand parti démocratique d'un genre nouveau, permettant à chacun de s'exprimer. Or, les statuts qui nous sont présentés ne font qu'entrebâiller la porte, quand il fallait l'ouvrir entièrement. Dans les départements, la chasse aux places est ouverte et les adhérents ont l'impression d'être les «dindons de la farce».

Quelles solutions proposez-vous ?

Nous pensons d'abord que l'Union ne doit pas broyer les différentes sensibilités. **C'est son intérêt, si elle veut rassembler un électorat plus varié qu'on ne l'imagine.**

Cette expression des différents courants d'idées, même au niveau local, est tout à fait compatible avec la définition d'une ligne politique claire, tranchée, après un débat de l'ensemble des adhérents.

Or, les militants, dans le projet de statuts, sont loin d'avoir la première place qu'ils méritent. Ce sont eux, pourtant, qui, jusque dans les villages les plus reculés, sur les marchés ou auprès de leurs voisins, font vivre un idéal politique. C'est donc à eux que doit revenir, comme nous le proposons par exemple, l'investiture des candidats. Ainsi, nous éviterons que notre parti ne devienne un syndicat d'élus.

N'est-il pas contradictoire de prôner le respect des sensibilités et d'affirmer la vôtre ?

Non, c'est justement parce que nous avons des convictions fortes que nous souhaitons que chacun puisse exprimer les siennes.

La confrontation des idées est saine et aboutit souvent à des solutions positives. Au-delà des valeurs gaullistes que nous exprimons, **notre candidature fait appel à toutes celles et tous ceux qui veulent une alternance franche par rapport au gouvernement socialiste.**

Qu'appelez-vous une alternance franche ?

Nous n'avons pas droit à l'erreur. Les Français ne nous ont pas signé un chèque en blanc. **Il ne faut pas un parti qui ménage «la chèvre et le chou».**

Il n'y aura de croissance économique qu'avec une vraie liberté pour les entreprises, équilibrée par une relance de la participation pour les salariés.

Il n'y aura d'intégration réussie dans les quartiers qu'en se donnant enfin les moyens de contrôler l'immigration.

Il n'y aura d'Europe solide que construite par les Nations, plutôt que par une nouvelle bureaucratie.

D'une manière générale, nous sommes convaincus que nos compatriotes veulent **une nouvelle formation politique, fière de ses idées et de son pays.**

Donner la première place aux adhérents

Un grand parti qui entend participer à la rénovation de la société française se doit d'être exemplaire dans sa démocratie interne. Malgré une volonté d'ouverture initiale, les statuts qui nous sont soumis n'ont pas résisté à la tentation du verrouillage.

Une bonne lecture des articles 7, 19, 23 et 27 du projet de statuts et des articles 4, 19 et 22 du règlement intérieur vaut tout commentaire.

On ne peut pas promettre l'existence de courants d'idées et les interdire au niveau local.

On ne peut pas parler de suffrage universel des militants et encadrer à chaque échelon (Comité départemental, Conseil national et Bureau politique) les membres élus par les membres cooptés.

Nous proposons, au contraire, de faire pleinement confiance aux adhérents, comme dans les autres grands partis européens.

6 PROPOSITIONS POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE

- 1** Renforcer le poids des adhérents à chaque échelon en limitant le nombre de membres de droit ou nommés. Pourquoi les élus du suffrage universel devraient-ils être séparés des militants qui ont contribué à les faire élire ?
- 2** Faire désigner les candidats aux élections par l'assemblée des adhérents.
- 3** Permettre la représentation des courants d'idées au sein des comités départementaux en reprenant la proposition initiale de scrutin proportionnel émise par Renaud Dutreil (chargé de la rédaction des statuts) puis abandonnée.
- 4** Redonner aux sections professionnelles leur juste représentation au sein des instances.
- 5** Instituer des règles précises pour mettre sur un pied d'égalité les candidats aux élections internes.
- 6** Rétablir, à la place du vote électronique, le dispositif des urnes et des isoloirs, qui garantit le secret, la rapidité et la transparence du scrutin.

POUR PRENDRE CONTACT
AVEC NOUS,
NOUS CONNAÎTRE DAVANTAGE,
NOUS AIDER :



SITE INTERNET
www.deboutlarepublique.com
EMAIL :
courrier@deboutlarepublique.com
TÉL. : 01 69 49 29 30 - 06 84 48 41 54
B.P. 18 - 91330 YERRES

UN LIVRE POUR COMPRENDRE LE SENS DE NOTRE ENGAGEMENT
NOTRE PROJET POLITIQUE POUR LA FRANCE VIENT DE SORTIR.
RÉSERVEZ-LE !

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

TEL : MAIL :

JE RÉSERVE EXEMPLAIRE(S) DE L'OUVRAGE « NOTRE UNION AU SERVICE DE LA FRANCE »
COUPON À RETOURNER À DEBOUT LA RÉPUBLIQUE - B.P. 18 - 91330 YERRES